

Nous ne savons pas, disent-ils, de quel Napoléon III est capable ! Pourqu'on ne le sache vous pas ! — Qu'on le sache, sur son compte ! Poëte, *qu'avez-vous*

été trompé ? Parce que vous ne vous occupiez pas de politique. — On vous disait que la politique ne regardait que les riches, et que les impôts, la guerre, l'instruction, les chemins publics n'étaient pas votre fait, mais du ressort du gouvernement.

Comprenez-vous maintenant que si vous vous étiez mêlé de politique, vous auriez su ce que valait le sacrifice que vous preniez pour un génie ; que, le connaissant pour un drôle sans foi, sans courage, sans dignité, vous ne vous fussiez pas donné à lui ; que, si les imbéciles de paysans français en avaient sur plus long que vous sur son compte, ils ne l'auraient pas élu ! Qu'aurait-on alors conservé la République et pas fait la guerre ; que vos fils ne seraient pas massacrés ; que vos impôts ne seraient pas doubles ; que vous sauriez lire, écrire, compter, raisonner et qu'au lieu d'être des victimes étonnées de vos malheurs, vous seriez des hommes libres et fiers de ne relever que de vous-mêmes et de l'accomplir que vos volontés !

JEAN JACOB.

L'Internationale doit être fière de compter parmi ses membres des hommes de cœur et d'intelligence comme ceux qui ont osé dire à Berlin en plein parlement, que depuis la capture de Bonaparte, le roi de Prusse ne continuait la guerre que pour mieux asservir les peuples et satisfaire un coupable orgueil.

Ce n'est pas dans une assemblée française, si l'on en juge par la sottise qu'ils ont montrée lors de l'arrestation de Rochefort, qu'on aurait trouvé des députés capables de dire à Bonaparte une aussi dangereuse vérité !

Il est vrai que les brutes de la Prusse ivres de gloire, les en ont blâmés, mais qu'importe, ces députés républicains n'en ont que plus de mérite et de courage, et l'Internationale ne leur en doit que plus de remerciements.

Le plus connu d'entre eux, Jean Jacoby, aujourd'hui âgé de soixante six ans, continue la lutte avec l'ardeur d'un jeune homme, malgré les basses persécutions dont il est l'objet. Nouvel Adalchasis Chota, ce grand citoyen du genre humain, c'est-à-dire de l'Internationale, qui, comme son prédécesseur, vint sa vie à l'établissement de la République des peuples, aura son nom en honneur chez les populations futures, pendant que celui de ses anciens collègues du parlement de Francfort, — républicains allemands jadis, impérialistes prussiens aujourd'hui, — les Sigismund Kauffmann, les Carl Schurz, seront enveloppés dans la mépris que les peuples ont pour tous ceux qui changent d'opinion en même temps que de fortune !

Jacoby naquit en 1805 à Kumburg, fit ses études à Berlin et à Heidelberg, puis revint s'établir médecin dans sa ville natale. Témoin de la misère du peuple, et voulant y remédier, il en chercha la cause et eut la preuve qu'elle n'était que le résultat de la mauvaise organisation de la société. Il écrivit une brochure contre les oligarques du jour, qui eut un retentissement immense et le fit condamner à trois ans d'emprisonnement, condamnation injuste qu'il fit annuler plus tard.

En 1848, il devint un des chefs les plus redoutables de l'opposition, membre du premier parlement de Francfort, puis de l'Assemblée nationale de Berlin, puis de l'Assemblée nationale allemande. On le vit toujours et partout fidèle à ses principes d'égalité, parler dans les questions importantes, et déployer la plus grande activité pour organiser et discipliner le parti républicain.

Il fut exilé, se retira en Suisse, revint aussitôt en Prusse pour se défendre du crime de haute trahison, dont le parti républicain l'accusait. Pendant quelques temps il se retira de la politique, refusa le mandat de député auquel on l'avait élu sans le consulter, fit de la médecine et de la propagande, et finalement, revint mener sa vie politique active lorsque l'Internationale eut brisé de ses fondations et de son étreinte.

Intelligent, dévoué, infatigable, n'ayant d'autre ambition que celle d'émanciper le sort de ses compatriotes, le voilà de nouveau reparti à la conquête des droits de tous.

Bismarck peut le haïr, il a la fièvre de vivre à son service, mais le gagner à la cause de l'impérialisme prussien par des concessions et des promesses mensongères, comme il l'a déjà parvenu à faire de tant d'autres en leur faisant oublier que son maître est couvert du sang de Robert Blum, leur ancien collègue et ami, cela ce que Bismarck n'osera pas de lui.

Jacoby est une des grandes figures révolutionnaires

de l'époque. Gloire à lui ! Honte sur ceux qui ont oublié leur ami Robert Blum et font des frais d'éloquence pour louer ses assassins !

THIERS.

Le Grand petit monsieur Thiers vient dit-on d'être élu dans dix-huit collèges électoraux ! France, soit satisfaite ! Tu ne pouvais choisir un candidat plus digne de toi, et qui te ressemblât davantage.

Le vieux petit bonhomme n'a jamais su ce qu'il voulait, et toi, tu n'es pas capable de dire en ce moment ce que tu veux de lui !

Car enfin tu en attends bien quelque chose, mais quoi ? tu n'en sais rien ! Eh bien je vais te le dire, ou plutôt, je vais te le faire deviner.

D'abord, connais-tu Thiers ? Non, eh bien ! écoute.

Thiers fut d'abord républicain violent, il appartenait aux sociétés secrètes de son époque où l'on faisait serment de poignarder les rois, il le jura et ne tint point sa parole. Ceci se passait dans son pays, en Provence.

Plus tard il vint à Paris, y connut Manuel, Lafitte, Armand Carrel, devint modéré, et fonda avec ce dernier et Mignet son compagnon d'école, le *National*, qu'il trouva bientôt trop avancé et trop dangereux.

Se refroidissant de plus en plus, il se déclara libéral pour entrer au Constitutionnel, qu'il quitta pour devenir royaliste, et servir de ministre à la royauté d'Orléans.

Bien qu'il eût déjacobinisé les trois premiers livres de son histoire de la Révolution française, dont la première édition, faite avec le concours de plusieurs de ses amis, vint dix fois les suivantes, il eut devoir donner encore à Louis Philippe une plus grande preuve de sa conversion et de son dévouement à sa dynastie ; il baillonna la presse, supprima le droit de réunion, censura les théâtres, en un mot fit le contraire de ce que son passé avait promis.

Plus brouillon que royaliste, il devint jaloux de la supériorité de Guizot et de l'affection du roi pour Molé, et intrigua tant et tant pour les embarrasser dans leurs fonctions ministérielles que l'on crût, comme le disait alors Léon Faucher, — mort depuis d'une indigestion napoléonienne, — que la royauté était un mauvais gouvernement tout à fait usé, hors de service.

Thiers s'aperçut bien que son esprit brouillon avait compromis la royauté, qu'en excitant ses fidèles contre les ministres préférés du roi, il avait été trop loin ; mais le mal était fait. Février de 1848 ramenait la République repoussée en 1830, et la France ne des mandait qu'à s'en arranger.

La République proclamée, Thiers disparut et se tint coi, s'attendant à ce qu'on allait lui demander compte de ses infamies passées. Mais le gouvernement provisoire ne sut qu'embrasser ses ennemis de la veille, et Thiers ne fut pas même inquiété. On réclama 15 centimes au peuple, afin de ne faire aucun tort aux créatures du roi ; c'est alors que Thiers s'accrocha avec une joie véritable ! *Oh ! les imbéciles ! Et moi qui les ai pris au sérieux !* Puisque ceux que j'avais fait emprisonner et ruiner ne me font rien, c'est qu'ils trouvent apparemment que je n'ai pas mal fait. Tout va bien alors, nous pourrions nous entendre avec les hommes de cette jeune et innocente République !

Les élections triples et doubles de quelques membres du gouvernement, occasionneront plusieurs vacances à l'Assemblée ; Mr. Thiers se mit sur les rangs et fut élu par quatre départements, ceux de l'Orne, de la Mayenne, de la Seine et de la Seine-Inférieure.

Une fois à l'Assemblée, il voulut conseiller et diriger les ministres, et recommença ses intrigues contre tous ceux qui ne l'écoutaient pas.

Il devint un des lieutenants de la rue de Poitiers, dont la mission fut de propager la réaction par petits livres, est égout en toutes les cathédrales, tous les lieux publics contre les républicains, s'occupant à briser les rangs compacts et à peur des masses aux populations rurales, et leur fit porter le mot à la République.

Quand vint l'élection présidentielle, Carnot qui avait tenté de se faire élire par le peuple, fut battu par Louis Bonaparte, et recommença ses intrigues contre tous ceux qui ne l'écoutaient pas. Il devint un des lieutenants de la rue de Poitiers, dont la mission fut de propager la réaction par petits livres, est égout en toutes les cathédrales, tous les lieux publics contre les républicains, s'occupant à briser les rangs compacts et à peur des masses aux populations rurales, et leur fit porter le mot à la République.

Guerrilliers ! Lauriers ! Un milliard dans le tombeau de Bonaparte pour ceux qui croient qu'il est mort ! L'Oncle, l'Empereur lui-même, pour beaucoup qui ne croient jamais qu'il est mort !

Allez donc lutter avec un pareil talisman !

La France doit donc Napoléon à Mr. Thiers !

N'est-ce pas qu'il a été bien inspiré lorsqu'il le lui a présenté pour son candidat à la présidence, et qu'elle est bien heureuse de l'avoir eu pour maître pendant 20 années.

Qu'est-ce qu'elle veut que Mr. Thiers fasse encore pour elle ? Lui trouver un nouveau sauveur sans doute.

Oh français ! race oublieuse et moutonnière, faut-il donc l'avoir toujours menti et méprisée pour posséder ton admiration et ton estime !

As-tu donc oublié que Mr. Thiers et ses acolytes l'ont retiré tout droit de parler, d'écrire, de te réunir et de voter, à quoi tu tiens fort peu, je sais, tant tu te plais dans ton esclavage ; puis qu'ils t'ont aussi empêché d'avoir des institutions de crédit, privé de la facilité à rembourser les hypothèques, de peur que tu en saches gré à la République ; et qu'enfin tu n'es pour eux qu'une vile multitude, bonne tout au plus à payer par ton travail leurs revenus et leurs appointements.

La France ne se souvient plus ! disons plutôt que la France ignore ! Ah ! les réactionnaires savent bien ce qu'ils font quand ils favorisent l'ignorance, ils n'oublient pas, eux, qu'ils lui doivent ce qu'ils sont !

Vingt années se sont écoulées depuis que Mr. Thiers a trahi la République pour Napoléon, pourquoi le rappeler ? N'est-ce pas semer la haine parmi les gens qui ont tant besoin de s'entendre pour défendre en ce moment la patrie.

Voilà l'éternel refrain des imbéciles, ils ne savent pas que le fait d'aujourd'hui est la cause du fait de demain, et qu'une fois mis en mouvement, le flot populaire va fatalement où la logique le conduit.

Lorsque Thiers fit de Napoléon son candidat, il ne se dit pas : " La nation française va supporter pendant quatre ans une canaille que je méprise et qu'elle ne mérite réellement pas," non, il se dit : " La France n'est pas encore mûre pour choisir mon prince exilé, mais elle le sera dans quatre ans ; donnons-lui un chapeau qui lui conservera la place ! " Mais la logique de l'impérialisme fut plus forte que lui ! Aussi lorsqu'il s'aperçut que Napoléon n'était pas seulement un nom, mais une volonté inflexible, s'appuyant sur de nouveaux généraux qui ne devaient rien aux Orléans, mais tout à sa générosité, oh alors, le président ne fut plus bon à rien. Mr. Thiers qui se vit joué, redevenant libéral et républicain !

Depuis, il a mordu les ministres de l'Empire avec les mêmes dents qu'il avait mordu Ledru Rollin, Guizot, Molé et autres qui, tout en faisant grand cas de son esprit, ne lui accordaient aucune portée comme homme d'état ; et le voilà, nouveau Billaud, rappelé à ressusciter la République française, pour ensuite la donner, s'il peut, à quelqu'un qui, comme ses prédécesseurs, se moquera de lui.

Français, si j'en juge par vos élections, il est l'homme de la situation, vous voulez qu'il fasse quelque chose avec beaucoup de finesse, vous en êtes encore à croire à la ruse, vous espérez en lui pour trouver l'impossible, vous oubliez qu'il n'a que de l'esprit, rien de plus, pas un bon sentiment pour la France, et qu'à moins de vous donner son d'Orléans avec la France comme on vendrait la lui laisser, il n'est capable de rien.

Est-ce là ce que vous voulez ? pas précisément, vous avez classé les d'Orléans corrompus et renégats de 1830, et il y a pour vous de la honte à les reprendre, surtout quand leurs partisans vous ont fait tant de mal depuis vingt ans.

Faites attention ! Les rois sont utiles à l'œuvre du dix-neuvième siècle ; la République seule peut mettre fin aux guerres et aux révolutions. Thiers historien n'a étudié et ne sait que le passé, comme le roi a dit Ledru Rollin, et ne voit rien de ce qui se joue dans les masses depuis 40 ans, il est le dernier homme qui puisse vous sortir de l'abîme où son élu Napoléon vous a précipités.

Malthusien ! vous croyez toujours aux sauterelles ! Vous ne savez pas se sauver soi-même quand on le veut bien, et que ce n'est pas à un vicié impérial comme lui, qu'il faut se fier en de telles circonstances, qu'on a vu venir la famine et son train mortel.

LE 10 JANVIER 1870.

On se souvient qu'en France, sous la République de 1870, le premier jour après la proclamation de la Ré-

publique en
On essaya
et les bonap
l'éloignés de
ont, malheu
tête aussi c
lards et des
qui n'arrê
De plus
naparte, c
la Prusse,
sur l'effet d
laisser la co

Les Éro
comme il s
pas ! Les
Guillaume
croisant tra
qui sont tou
ment que la
cause de le
Ne les a
Ne leur
tes les bou
Enrichiss
qu'à vous,
soi sur la t
— Jouisser
n'y a que c
Si la Ré
dre leur pa
qui un trou
n'en fait p

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

Voilà po
sophie mon
la France ;
Avec les
mépris.
Avec les
— au par
d'Etat !
Avec H
l'arrogance
telle, à la
aujourd'hui
civile !...
N'est-il
yeux et en
qui en 184
due et livr
trouver na
Ignore-t
ministère
essent aux
bre d'ém
villes et vil
sent emper
et auraient
Que sign
cette atten
fait le comp
aux
ces vieux l
que leurs
Quand
et s'ils son
d'être des
Faut-il
vement

publique en 1848 on a joué contre cette dernière.

On essaya de prouver à la France que les royalistes et les bonapartistes convertis, sont les meilleurs républicains de la terre, et que les vrais républicains qui ont, malheureusement pour le succès de leur cause, la tête aussi chaude que le cœur, ne sont que des brailleurs et des contorsionnaires impossibles à employer à quoi que ce soit !

De plus on ajoute que ce sont eux qui ont forcé Bonaparte, de honteuse mémoire, à faire la guerre contre la Prusse, et point l'ambition d'un père qui comptait sur l'effet d'une nouvelle armée, la mitrailleuse, pour laisser la couronne à son fils.

Les Français vont-ils avaler encore cette horreur comme ils en ont déjà avalé tant d'autres ? Pourquoi pas ? Les Allemands se font bien leur pour faire de Guillaume de Prusse un second empereur allemand, croyant travailler à leur émancipation. — Les Français qui sont tout aussi ignorants qu'eux, croient parfaitement que la République et les républicains sont seuls cause de leurs misères momentanées ?

Ne les a-t-on pas abrutis depuis 1830.

Ne leur a-t-on pas crié sur tous les tons et par toutes les bouches officielles et élécales :

Enrichissez-vous ! — Confessez-vous ! — Ne soyez qu'à vous, la providence fera le reste ! — Chacun pour soi sur la terre comme au ciel ! — Parvenez ! — Vivez ! — Jouissez ! — Boire, manger, dormir, ribaunder, il n'y a que ça !... Et ne l'ont-ils par cru ?

Si la République les force à se dérangier pour défendre leur patrie, elle ne sera pour la plupart d'entr'eux qu'un trouble fête, une mauvaise forme de société, il n'en faut pas douter !

Voilà pourtant où cette ordure, qu'on appelle philosophie monarchique, où cette morale pourrie a conduit la France :

Avec les rapaces d'Orléans, — à la corruption et au mépris,

Avec les intrigants de toutes nuances monarchiques, — au parjure, à la lâcheté, à la bassesse, au coup d'Etat !

Avec l'ignoble Bonaparte, — à la fausse gloire, à l'arrogance vis-à-vis des peuples plus faibles, à l'inimitié que nous rencontrons partout, à la guerre sans but utile, à la honte, à la dévastation, à la ruine de tous aujourd'hui, et demain à l'extermination par la guerre civile !...

N'est-il pas bientôt temps que la France ouvre les yeux et en finisse avec toute cette vermine monarchique qui en 1849 et 50 l'a effrayée, calomniée, avilie, vendue et livrée, et que M. Gambetta qui commence à la trouver nuisible n'en purgeât son administration.

Ignore-t-il encore que si les maires, les conseillers municipaux eussent été républicains, les généraux eussent toujours été avertis de la présence et du nombre d'ennemis qui passaient ou séjournaient dans leurs villes et villages, et que les renseignements obligés eussent empêché ses généraux d'être tant de fois surpris et auraient épargné la vie à des milliers de Français.

Que signifie aussi cette tolérance pour nos ennemis, cette attention particulière pour des généraux qui ont fait le coup d'Etat ; croit-on que cela donne de la confiance aux soldats, et compte-t-on sur le savoir de tous ces vieux imbéciles qui généralement sont plus bêtes que leurs chevaux.

Quand les hommes sont vieux, ils se battent mal, et s'ils sont riches et gradés, ils ne sont bons qu'à produire des désastres.

Faut-il donc le répéter sans cesse pour que le gouvernement s'en souvienne.

L'Association Internationale des Travailleurs.

Son But, sa Théorie, son Organisation.

(Suite.) (*)

Passons aux détails pour diverses contrées.

En Prusse et dans l'Allemagne du Nord, M. de Bismarck, on trouve son nom au fond de tous les crimes de ce temps, a imaginé un procédé aussi ingénieux que malhonnête, pour embarrasser les Internationalistes dans leurs efforts. Il a organisé une contre Association des travailleurs, à la tête de laquelle il a placé un certain Von Schweitzer, qui se pose et se prépondère le seul héritier et le seul disciple de Ferdinand Lassalle. On sait combien ce dernier était devenu populaire comme fondateur du parti des travailleurs en Allemagne et comme un des premiers apôtres de l'As-

sociation Internationale. Les Schweitzeriens ont pour rôle tracé, de se rendre dans les réunions de l'Internationale, d'y créer du trouble, d'assommer les membres à coups de bâtons. Cette besogne leur était facile, la police ayant ordre de les protéger. C'est ainsi qu'il a existé deux organisations opposées en Allemagne : une fausse à la solde du gouvernement, une vraie dirigée par Liebknecht, Babel et autres. Mais à la fin cette dernière l'a emporté, et la haine de Bismarck est rentrée dans la nuit avec son infamie.

§

En France, Louis Bonaparte, en s'emparant du pouvoir par la violence et le crime, inaugura son infamie et démoralisa le gouvernement par un acte d'hypocrisie. Il s'annonça comme le protecteur des classes laborieuses contre la Bourgeoisie. En 1869, après le Congrès de Bâle, il promit d'autoriser, même de protéger l'Association Internationale sous une seule condition : c'est qu'on le reconnaîtrait comme son chef. Naturellement cela fut unanimement refusé ! Cependant il promit encore de la tolérer, si elle voulait reconnaître officiellement et formellement ce qu'il appelait ses actes favorables à la cause des travailleurs.

L'Association repoussa toute espèce d'entente ou de communion avec cet homme ; c'eût été un acte de prostitution que d'écouter même un mot de sa part.

A partir de ce moment, la persécution a été sans merci et a duré jusqu'aux dernières heures de ce méprisable règne.

Il fit supprimer tous les journaux fondés par elle, aussitôt leur apparition ; il jeta ses chefs dans les prisons, quelques uns jusqu'à trois ou quatre fois ; il fit dissoudre toutes les branches de l'organisation, leur faisant défendre de se réunir à l'avenir. Quelques jours avant son fameux plébiscite, il fit arrêter parmi les Internationalistes tous les hommes éminents sur qui sa police put mettre la main, et la veille de cette guerre avec la Prusse, sa vénale magistrature envoyait ces innocents geindre pendant de longs mois dans les cachots de l'empire.

Lorsque cette guerre, qui du moins a débarrassé la France d'une de ses plaies les plus honteuses, fut déclarée, l'organisation française protesta contre la guerre. Elle envoya sans retard à l'organisation Allemande un manifeste signé par toutes les sociétés françaises.

Dans ce manifeste, il est déclaré par les Français que cette guerre n'avait été commencée par les despotes que dans le but de combattre l'Association et de rompre les liens fraternels qui les unissent si solidement ; que, quel qu'en fût le résultat, la guerre ne détruirait jamais leur dévouement au parti et à l'intérêt communs.

Lorsque l'empereur quitta Paris pour l'armée, il donna comme suprême instruction à ses ministres, de l'armer en aucun cas les ouvriers et surtout ceux se rattachant à l'Internationale. Pallikao, Trochu, Favre lui-même ont agi dans le même sens. Il a fallu la pression d'événements extraordinaires pour faire revenir sur des résolutions arrêtées.

Tandis qu'on donnait des armes à tous les voleurs et les coquins si nombreux à Paris, et qu'on les incorporait dans la garde nationale, on en refusait à tous les travailleurs qui, affiliés à l'Internationale, étaient opposés à la guerre. En France, les Internationalistes condamnent toute idée de conquête, ils rejettent cette théorie de « la balance des pouvoirs » et tout ce bagage d'idées, héritage du Bonapartisme. Laissés à eux-mêmes, ils inaugureront une ère de paix et de liberté ; ils ne s'occuperont que d'améliorations et de progrès intérieurs ; ils organiseront un système général d'instruction du peuple sur denouvelles bases ; ils travailleront à la décentralisation ; par l'établissement de la Commune, ils assureraient le vrai *self-government* ; par la suppression de l'armée et de la marine, ils diminueraient les charges sous lesquelles le pays est écrasé ; enfin, par la réorganisation du système de crédit, par la fondation de banques du travail et la création d'associations coopératives, ils prépareraient l'avènement pacifique de la nouvelle société industrielle.

Dans la situation présente, les Internationalistes n'ont en France ni armes, ni journaux, ni part dans le gouvernement. Ils doivent attendre. Ils ne demanderaient pas mieux que de se séparer complètement de toute association avec ce que l'on appelle les questions politiques ; mais par malheur ils croient savoir que la guerre actuelle a bien plutôt été dirigée contre le développement de l'Association Internationale que contre une puissance rivale. Ils sont convaincus qu'il y a une entente parfaite entre Bismarck et Napoléon, afin de se débarrasser des éventualités de la guerre, ou par des proscriptions, des travailleurs Français les plus intelligents. C'est là une croyance profondément enracinée dans l'esprit de presque tous

les membres de l'organisation, et c'est à cause de cela que leurs efforts sont dirigés en ce moment contre ces funestes projets.

C'est là ce qui explique, ce qui autrement serait inexplicable, que les *rouges* se soient emparés du pouvoir à Lyon, et que dans tous les arrondissements de Paris et des autres grandes villes, il se tient chaque nuit des réunions nombreuses. Dans ces réunions, on a juré une guerre à mort aux Prussiens, et à cause de cela, la presse de l'aristocratie « bancocratique » s'efforce, obéissant à un mot d'ordre, de les représenter comme des pillards et des assassins.

S'ils peuvent seulement recevoir pendant un temps suffisant, ils savent qu'ils recevront aide et appui de toutes les branches de l'Association. En Angleterre déjà de nombreux meetings ont été tenus et on y a exprimé des sentiments républicains. On y a demandé que la République soit reconnue sans retard par le gouvernement, et que le suffrage universel soit décrété afin d'assurer dans le Parlement une représentation directe des classes laborieuses. Au premier abord ces manifestations paraissent inoffensives, mais elles changent de caractère lorsqu'on réfléchit que l'Internationale compte 800,000 membres en Angleterre seulement.

§

Rien ne prouve mieux la haine et la crainte que cette puissante Union inspire à l'aristocratie capitaliste que ce qui se passe en Belgique, cette « monarchie modèle » du Continent. Il y a dans ce petit pays, tout un bouleversement des partis. Les libéraux, qui depuis plus de vingt années avaient été en possession exclusive de tout le gouvernement, ont été battus aux élections de Juin et d'Août dernier par le parti clérical. Celui-ci, depuis trois ou quatre années, comme tactique politique pour arriver au pouvoir, a promis au peuple le suffrage universel, au lieu du système actuel qui monopolise l'exercice de la souveraineté aux mains de moins de 200,000 électeurs. Naturellement les catholiques n'en veulent pas plus que les libéraux.

Le parti bancocratique, et plus encore le parti catholique, ont éprouvé une terrible secousse précisément au moment du triomphe de ce dernier. Une espèce d'aventurier financier, un M. Langrand-Dumoucau avec le concours des principaux catholiques, l'appui des évêques et des curés, et la bénédiction du pape, qui a créé ce Langrand comte romain, avait fondé une collection de sociétés financières toutes ayant un capital immense. Elles viennent toutes de s'écrouler d'un seul coup, entraînant dans leur chute des milliers de familles aujourd'hui ruinées, et un grand nombre des chefs du parti catholique poursuivis en ce moment comme escrocs et comme banqueroutiers frauduleux.

L'Internationale a immensément profité dans l'opinion publique de cette débâcle du parti capitaliste. De plus, dans ce pays si libre par ses institutions, les Internationalistes ont été soumis à de telles persécutions, à des violences si injustes, que le peuple, habitué et attaché à toutes ses libertés, s'est indigné contre les persécuteurs.

A Verviers notamment, en Juin dernier, la police, aidée par la troupe, a attaqué de la façon la plus illégale, la plus injuste, la plus brutale et la plus injustifiable, une procession de travailleurs. Le sang de spectateurs inoffensifs, de femmes, d'enfants a coulé. Lors de ces événements, un soldat du nom de Wack-mans a tué, de propos délibéré et sans aucune provocation, cela a été prouvé par l'enquête, un malheureux ouvrier. Pour cet acte de triste courage, le ministre catholique, comme pour braver l'opinion, a décoré l'assassin et fait insulter la victime par ses journaux.

Qu'est-il arrivé ? Que les compagnons de Wack-mans ont proscrit le meurtrier, qu'il a été obligé de changer de régiment, et qu'il n'est plus connu que sous le nom de Chevalier Troppmann.

Peu de temps après, en Août, le roi faisant l'ouverture des Chambres, a été reçu par le peuple et l'armée, dans le silence le plus glacial. Il a dû comprendre que le peuple Belge n'entend pas que l'on massacre dans les rues de malheureux ouvriers, pour rassurer quelques fabricants de drap millionnaires, enrichis par le travail de ceux qui restent éternellement pauvres.

L'armée, qui compte plus de cent mille hommes sous les armes en ce moment, a des milliers d'Internationalistes dans ses rangs, et comme l'Internationale Belge est la plus nombreuse, la mieux organisée et la mieux disciplinée, que de plus, les idées Républicaines ont fait d'immenses progrès dans ces dernières années, que chaque jour il y a de bruyantes et tumultueuses manifestations contre le régime politique, économique actuel ; que d'un autre côté enfin, les sentiments sympathiques à la France sont presque unanimes, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que l'Internationale,

(*) Voir au Nos. 16 & 17.

soutenue par toute la jeunesse, ne parvint à faire proclamer la République, ce qui entraînerait forcément une annexion à la France.

En Italie et en Espagne, l'organisation de l'Internationale en est encore à son enfance, mais les sympathies des masses pour la République sont bien connues. Leurs instincts les poussent vers ces réalisations d'un ordre économique nouveau. Il ne faut qu'un peu de temps pour la propagande, et une occasion favorable, et là comme ailleurs, les classes en possession de la richesse verront leur domination ébranlée, et les gouvernements, leurs complices, aisément brisés. On verra surgir de dessous terre des hommes jeunes, inconnus, dévoués aux principes de l'Internationale et qui les feront triompher.

En Allemagne, en Autriche, en Suisse, l'Internationale proteste contre la guerre, avec la plus grande unanimité. Toutefois en Allemagne il y avait une opinion assez générale que la guerre, de sa part, étant purement défensive, était justifiable dans une certaine mesure. Mais on ajoutait comme correctif, qu'elle devait rester exclusivement défensive.

Mais depuis le désastre de Sedan et l'établissement de la République en France, les choses ont changé d'aspect. La continuation de la guerre de la part de la Prusse contre son ennemi écrasé, a été sévèrement blâmée. Le projet de détruire en France la République d'abord, et avec elle l'Internationale au profit de tous les despotismes, a été énergiquement dénoncé. Il n'en a pas fallu davantage pour exciter la rage des aristocrates, et à Brunswick, à Vienne, dans vingt autres localités on a arrêté et emprisonné les chefs les plus influents. Le couronnement de cette série de violences a été l'arrestation de l'illustre Jacoby, le plus remarquable de tous les chefs de la démocratie Allemande. Ces derniers efforts du despotisme ont exaspéré les masses et créé une agitation qui peut devenir utile. Jusqu'ici Bismark et la Prusse ont eu tous les avantages. Ils continuent leur œuvre de destruction. Ils ont profité de ces succès pour lancer contre l'Internationale toutes les calomnies possibles. Mais que la guerre se prolonge et que les misères qu'elle entraîne nécessairement se développent, alors, l'indignation populaire n'étant plus comprimée, on verra les peuples se lever, balayer ces exploiters sous toutes leurs formes et proclamer la République comme le seul instrument de réalisation des théories de l'Internationale.

Et, pour conclure cette longue exposition, l'Association Internationale des Travailleurs, quoique sincèrement désireuse de maintenir la paix dans le monde, a été si indignement et si injustement provoquée; elle a été, dans tous les pays, si maltraitée, si persécutée, qu'il n'est pas douteux que pour sa défense personnelle elle ne devienne agressive à son tour. Si cette éventualité se présente, elle aura été entraînée dans le mouvement, bien plus par l'instinct révolutionnaire des masses que par ses principes ou sa libre volonté. Mais dans tous les cas, son intervention décidera la question sans retour.

Fin.

La Comédie.

Voici la comédie que les réactionnaires ont jouée depuis Février 1848, jusqu'au coup d'état 1851.

Les réactionnaires introduisent le plus de monarchie possible dans la rédaction de la Constitution de 1848.

Ils choisissent Napoléon pour leur candidat, et s'appellent "le parti de l'ordre".

Il est élu malgré qu'il ait perdu sa qualité de Français, ce qui viole la Constitution.

Le parti de l'ordre dirige une guerre de pamphlets menteurs et calomnieux.

Effrayés de son œuvre, les orléanistes veulent revenir, mais il est trop tard, le peuple est irrité contre leurs mesures et leur préfère Bonaparte.

Le président chasse ignominieusement les coryphées du parti de l'ordre, dès qu'il voit qu'ils lui sont inu-

tiles pour en finir avec la République.

Le peuple devient calme et attend pour reprendre ses libertés les élections de 1852.

Le parti de l'ordre alors prend peur et abolit le suffrage universel, puis se refroidit avec Napoléon.

Les Napoléoniens accusent la majorité de tout le mal qu'ils lui ont fait faire, et Napoléon dit qu'il sauvera la France si c'est nécessaire. — Romien, dans son *spectre rouge*, prouve que c'est indispensable.

On veut faire crier "vive l'empereur" à l'armée, les vieux généraux orléanistes refusent, on les destitue et avec eux tous les chefs qui veulent le silence sous les armes.

Les Bonapartistes manifestent leur enthousiasme en criant "des lampions" et en assommant le public.

Ordre aux soldats de n'avoir à écouter que leurs chefs si des représentants, des magistrats ou autres fonctionnaires requerrait leur aide.

Peu sûr des chefs de l'armée, on a fait depuis six mois des généraux, et on les a choisis parmi les plus grands sacrilèges de l'armée, perdus de dettes, d'honneur et de débauche.

On s'efforce de faire croire à la France que les républicains sont plus à craindre qu'un coup d'état fait par Napoléon.

On appelle à Paris les généraux nouvellement faits, pour y prendre le commandement. Le plus coquin d'entre eux devient ministre de la guerre.

Les misérables du parti de l'ordre, en repoussant une seconde fois la loi du suffrage universel présentée par les ministres de Bonaparte, perdent tout.

Le coup d'état se fait la nuit, en commençant par l'arrestation des généraux et des représentants supposés influents sur le peuple.

Loi des suspects; exil, transportation de tous les républicains. Les généraux, ministres, magistrats, policiers, colonels de garde nationale, dérivants et autres canailles pareilles se rallient à Bonaparte et mangent la France.

Pendant ces trois années et demi, les monarchistes ne reculent devant aucune infamie;

Loi contre les attroupements, Fermeture des clubs, Brusque dissolution des ateliers nationaux,

Massacres de Juin, Assassinat des prisonniers ou insurgés suspects,

Transportation des républicains à Lambessa, puis à Cayenne, sous la surveillance des officiers de terre et de mer qui se conduisent indignement envers eux.

Proscription, ruine générale accomplie par les chefs de l'armée qui se battent cruellement contre les hommes qui n'ont pas d'armes, mais qui se sont courbés comme des lâches devant les prussiens qui pouvaient leur répondre.

Voilà la comédie de 1848 avons-nous dit. Quelle va être celle de 1871?

La même!... Seulement, au lieu d'être jouée en faveur d'un Bonaparte, elle s'accomplira au profit de quelque requin de la famille d'Orléans, qui valent peut-être encore moins, si c'est possible!

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE

ET LES FÉMIANS.

Le Comité Central de l'Association Internationale des Travailleurs aux Etats Unis, a envoyé auprès des Fémiens libérés, une délégation chargée de leur présenter la bienvenue.

Mr. F. A. Sorge un des délégués, après les avoir complimentés et exprimé toute la sympathie de leur Association pour la cause du Fémi-

nisme qui n'est autre que celle de la République Universelle, les a félicités d'avoir pour ennemis les aristocrates de toutes sortes qui frustrent les travailleurs, pour amis ceux qui produisent la richesse au monde, et de ne devoir leur liberté qu'à la sympathie que leur ont montrée tous les peuples en général.

Après lui, le citoyen Hubert, autre délégué, ajoute ce qui suit:

Les Irlandais ne devraient pas s'isoler, mais bien se joindre à l'association commune et générale, qui lutte contre l'ennemi commun dans le monde entier.

Je suis convaincu que la cause de l'Irlande a trouvé des sympathies dans le cœur des ouvriers anglais.

Vous ne devez pas permettre que la religion soit une cause de division dans vos rangs. Qu'importe que parmi les hommes il y en ait qui adorent Dieu d'une manière différente de la vôtre?

C'est simplement une affaire de conscience et rien autre chose.

Le grand point pour vous, c'est d'agir de concert avec ceux qui luttent pour établir l'indépendance et la supériorité du travail sur l'aristocratie. Oubliez vos souffrances, mais non la cause pour laquelle vous avez souffert, la cause de l'Irlande aussi bien que celle de l'humanité.

Les nationalités sont maintenues pour nous tenir divisés; perdons de vue les divisions terrestres en faveur de la famille humaine.

Mr. O'Donovan Rossa et le général F. Burke ont répondu cordialement aux félicitations qui leur étaient adressées, et Mr. John McClure a fini par la réponse suivante:

Messieurs, — Nous acceptons avec gratitude les salutations cordiales de l'Association internationale des Travailleurs, et les félicitations que vous nous avez offertes pour notre délivrance des prisons anglaises, et vous remercions de bon cœur pour la chaleureuse bienvenue que vous nous avez souhaitée à notre arrivée dans ce pays. Nous sommes fiers de savoir que vous reconnaissez les services de nos compatriotes dans le progrès du vrai, honnête travail et de la liberté, vous savez que nos actes et nos souffrances ont tendu à maintenir et à faire triompher les droits du travailleur aux fruits de son travail.

Il est en vérité flatteur pour nous de savoir que des souffrances endurées par nous dans les prisons anglaises pour notre dévouement à notre pays natal ont servi la grande cause de la liberté humaine, et nous espérons que nous continuerons à mériter par notre conduite la coopération et le concours de la grande Association Internationale des Travailleurs, et de tous les amis de la liberté, quels que soient les noms sous lesquels ils peuvent être connus.

Les délégués ont été agréablement impressionnés de l'apparence générale des exilés, et surtout de leur noble et intelligente dignité. L'Irlande a droit d'être fière d'eux.

CONVOCATION.

La Section française de l'Association internationale des Travailleurs se réunit le 1er et le 3ème Dimanche de chaque mois, à 9 heures du matin, au numéro 100, Prince street.

REUNIONS.

A New-York

La première section se réunit le premier et le troisième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir, 100, Prince street.

La deuxième section se réunit le second et le quatrième mercredi de chaque mois, à huit heures du soir.

La réunion générale des sections se tient le second dimanche de chaque mois, à neuf heures du matin au 100, Prince street.

Le Comité chargé de la publication du *Bulletin*, se réunit le premier et le quatrième lundi de chaque mois, à huit heures du soir, dans ses bureaux, 135, Wooster street, où tout ce qui concerne la rédaction et la publication du *Bulletin* de l'Union Républicaine de Langue Française, doit être adressé.

Imprimerie sociale, 135 Wooster street, N. Y.